



20, Boulevard Ferdinand de Lesseps  
CS 21076 – 76173 ROUEN Cedex  
Tél : +33 (0)2 35 70 56 20 - Fax : +33 (0)2 35 88 83 21  
[www.mazars.fr](http://www.mazars.fr)

## C.C.I. PORTES DE NORMANDIE

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie**

215 route de Paris  
CS 80187  
27001 EVREUX CEDEX

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée générale de la CCI Portes de Normandie,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE PORTES DE NORMANDIE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises et associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et associations, et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Estimations comptables

Votre Chambre de Commerce et d'Industrie a constaté dans ses comptes des provisions destinées à couvrir ses engagements sociaux, qu'ils concernent d'une part les compléments de retraite et allocations de fin de carrière et, d'autre part, la provision du risque chômage / CMAC. Ces provisions sont détaillées aux notes 4.7 « *Engagements en matière de provisions sociales* » et 4.9 « *Provision concernant le risque chômage / CMAC* », qui décrivent les enjeux et les modalités de calcul de ses provisions. Celles-ci s'élèvent respectivement à 874 k€ et à 572 K€.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par votre Chambre de Commerce et d'Industrie.

Notre appréciation se fonde notamment sur une analyse des différents éléments juridiques et études disponibles à ce jour et mis à notre disposition. Dans ce cadre, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale de votre Chambre de Commerce et d'Industrie, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Chambre de Commerce et d'Industrie à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Chambre de Commerce et d'Industrie ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie et ont été soumis à la Commission des Finances.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Chambre de Commerce et d'Industrie.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Chambre de Commerce et d'Industrie à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rouen, le 23 mai 2022

Le commissaire aux comptes

**MAZARS**

Dominique NEZAN

# BILAN :

ACTIF	Exercice au 31/12/2021			Exercice au 31/12/2020
	Brut	Amort./Prov.	Net	Net
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :</b>				
FRAIS D'ETABLISSEMENT				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	1 373 396,96	1 352 313,31	21 083,65	52 198,57
FONDS COMMERCIAL (1)	30 863,44	30 863,44		
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORP.				
AVANCES ET ACOMPTE				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</b>				
TERRAINS	3 688 031,85	639 382,95	3 048 648,90	2 966 516,83
CONSTRUCTIONS	16 887 736,82	8 978 315,34	7 909 421,48	8 395 447,53
INST. TECHN. MATER. ET OUTIL.	1 444 647,90	1 326 116,27	118 531,63	193 578,09
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPOR.	3 373 212,86	2 994 830,04	378 382,82	354 485,42
IMMOB. CORPORELLES EN COURS	2 640,00		2 640,00	2 640,00
IMMOBIL MISES EN CONCESSION				
AVANCES ET ACOMPTE				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :</b>				
PARTICIPATIONS				
CREANC.RATTACH. A DES PARTICIP.				
AUTRES TITRES IMMOBILISES	1 471 051,91	22 369,25	1 448 682,66	1 442 568,97
PRETS	2 624 002,01		2 624 002,01	1 942 447,73
PRETS AVCS INTER-SERV ACCORD.				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANC.	1 687,11		1 687,11	1 687,11
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>30 897 270,86</b>	<b>15 344 190,60</b>	<b>15 553 080,26</b>	<b>15 351 570,25</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS :</b>				
MAT. PREMIERES, AUTRES APPROV.				
EN-COURS DE PRODUCT.(BIENS)				
EN-COURS DE PRODUCT. (SERVICES)				
PRODUITS INTERM. ET FINIS				
MARCHANDISES				
AVANCES ET ACPTE VERS/. CDES				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION : (3)</b>				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 497 380,95	177 028,16	3 320 352,79	3 138 310,31
AUTRES	3 890 570,38		3 890 570,38	212 437,95
CREANCES DIVERSES (3)	824 421,73	626 384,07	198 037,66	460 493,66
CAPITAL SOUSCRIT APPELE NON VERSE				
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :</b>				
ACTIONS PROPRES				
TITRES	2 002 615,28		2 002 615,28	
DISPONIBILITES	922 117,70		922 117,70	2 964 987,63
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	11 382,68		11 382,68	32 770,24
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>11 148 488,72</b>	<b>803 412,23</b>	<b>10 345 076,49</b>	<b>6 808 999,79</b>
CHARGES A REP.S/PLUS. EXERC. III				
PRIMES DE REMB. DES OBLIGAT. IV				
ECART DE CONVERSION ACTIF V				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>42 045 759,58</b>	<b>16 147 602,83</b>	<b>25 898 156,75</b>	<b>22 160 570,04</b>
(1) DONT DROIT AU BAIL				
(2) DONT A MOINS D'UN AN				
(3) DONT A PLUS D'UN AN				

PASSIF	Exercice au 31/12/2021	Exercice au 31/12/2020
	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
CAPITAL (Dont capital versé)		
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT		
APPORTS	2 490 261,09	2 490 261,09
ECARTS DE REEVALUATION		
<b>RESERVES :</b>		
RESERVE LEGALE		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES REGLEMENTEES		
AUTRES		
REPORT A NOUVEAU	10 326 489,88	7 698 070,17
RESULTAT DE L'EXERCICE	935 952,72	2 628 419,71
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 932 501,97	2 161 728,10
PROVISIONS REGLEMENTEES		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>15 685 205,66</b>	<b>14 978 479,07</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
DROITS DU CONCEDANT		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>FONDS EFFORT DE CONSTRUCTION</b>		
EFFORT DE CONSTRUCTION		
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>		
PROVISIONS POUR RISQUES	571 635,00	443 473,00
PROVISIONS POUR CHARGES	874 148,68	941 563,52
<b>TOTAL PROV. RISQ. &amp; CHAR</b>	<b>1 445 783,68</b>	<b>1 385 036,52</b>
<b>DETTES (1)</b>		
<b>DETTES FINANCIERES :</b>		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES		
AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS CREDIT (2)	2 516 130,93	3 098 208,10
- Dont Emprunts	2 516 130,93	3 098 208,10
- Dont Dettes auprès des établissements de crédits		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	146 589,37	126 446,57
PRETS AVANCES RECUS INTER SERVICES		
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES</b>	10 437,08	31 751,69
<b>DETTES D'EXPLOITATION :</b>		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 869 227,63	1 222 198,63
DETTES FISCALES ET SOCIALES	47 795,87	43 402,62
<b>DETTES DIVERSES :</b>		
DETTES SUR IMMO ET CPTES RATTACHES	215 127,77	288 409,22
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
AUTRES DETTES	953 234,49	936 668,13
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	8 624,27	49 969,49
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>8 767 167,41</b>	<b>5 797 054,45</b>
ECARTS DE CONVERSION PASSIF		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>25 898 156,75</b>	<b>22 160 570,04</b>
(1) DONT A PLUS D'UN AN		
DONT A MOINS D'UN AN		
(2) DONT CONCOURS BANC. COURANTS & SLD CRED. B		

# COMPTE DE RESULTAT :

CCI PORTES DE NORMANDIE

## Budget Exécuté - 31/12/2021 OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - CHARGES

	Budget exécuté 31/12/2020	Budget exécuté 31/12/2021	Différence
	(A)	(C)	(D) = (C) - (B)
	Net	Net	Ecart
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
PARTS CONTRIBUTIVES (A)			
ACHATS DE MARCHANDISES	6 472,05	3 547,28	(2 924,77)
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MAT.PREMIERES ET AUTRES APPROV.			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	9 293 874,49	9 976 217,37	682 342,88
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	170 782,00	154 748,06	(16 033,94)
SALAIRES ET TRAITEMENTS			
CHARGES SOCIALES		2 020,80	2 020,80
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROV.			
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX AMORT.	888 508,10	888 060,53	(447,57)
SUR IMMOBILISATIONS : DOTATIONS AUX PROV.			
SUR ACTIF CIRCULANT : DOTATIONS AUX PROV.	49 247,26	60 868,63	11 621,37
POUR RISQUES ET CHARGES : DOTATIONS AUX PROV.	959 563,52	807 148,68	(152 414,84)
AUTRES CHARGES	53 501,17	92 408,58	38 907,41
CONTRIBUTIONS VERSEES AUX SERVICES			
<b>SOUS-TOTAL (B)</b>	<b>11 421 948,59</b>	<b>11 985 019,93</b>	<b>563 071,34</b>
<b>TOTAL (A +B) = I</b>	<b>11 421 948,59</b>	<b>11 985 019,93</b>	<b>563 071,34</b>
QUOTES-PARTS DE RESULTAT s/OPERATIONS (II)			
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		40 000,00	40 000,00
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	127 903,58	131 669,38	3 765,80
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE V.M.P			
<b>TOTAL III</b>	<b>127 903,58</b>	<b>171 669,38</b>	<b>43 765,80</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
SUR OPERATIONS DE GESTION	38 933,72	37 518,90	(1 414,82)
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	60 242,97	167 910,67	107 667,70
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	327 862,00	358 761,86	30 899,86
<b>TOTAL IV</b>	<b>427 038,69</b>	<b>564 191,43</b>	<b>137 152,74</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES (V)	16 234,65	2 861,25	(13 373,40)
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)</b>	<b>11 993 125,51</b>	<b>12 723 741,99</b>	<b>730 616,48</b>
<b>SOLDE CREDITEUR = BENEFICE</b>	<b>2 628 419,71</b>	<b>935 952,72</b>	<b>(1 692 466,99)</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 621 545,22</b>	<b>13 659 694,71</b>	<b>(961 850,51)</b>



**Budget Exécuté - 31/12/2021**  
**OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT - PRODUITS**

	Budget exécuté 31/12/2020	Budget exécuté 31/12/2021	Différence
	(A)	(C)	(D) = (C) - (B)
	Net	Net	Ecart
TACFE TACVAE Contribution reçue Reliquats sur exercices antérieurs	5 322 043,00	4 314 851,00	(1 007 192,00)
<b>1 - Produit fiscal, dotation, contributions</b>	<b>5 322 043,00</b>	<b>4 314 851,00</b>	<b>(1 007 192,00)</b>
Ventes de marchandises Production vendue (biens et services)	23 104,88 3 864 885,80	6 631,79 3 322 109,48	(16 473,09) (542 776,32)
<b>2 - Chiffre d'affaires</b>	<b>3 887 990,68</b>	<b>3 328 741,27</b>	<b>(559 249,41)</b>
Production stockée Production immobilisée Ressources d'origine publique et subv. d'exploitation - dont : taxe d'apprentissage - : Etat et divers - : région et autres collectivités - : Europe Reprise sur provisions et amortissements Transfert de charges Autres produits Contribution reçue des services Quotes parts de résultats sur op. faites en commun	3 215 514,41 72 645,11 57 684,00 1 362 404,81 129 085,66 12,93	4 225 335,97 70 696,38 136 536,17 1 007 072,78 100 574,05 770,00	1 009 821,56 (1 948,73) 78 852,17 (355 332,03) (28 511,61) 757,07
<b>3 - Sous-total</b>	<b>4 707 017,81</b>	<b>5 333 752,80</b>	<b>626 734,99</b>
<b>Produits d'Exploitation (1+ 2 +3)</b>	<b>13 917 051,49</b>	<b>12 977 345,07</b>	<b>(939 706,42)</b>
Produits des participations Aut. valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprise sur provisions Transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cession de valeurs mobilières	755,28 206,65 2 509,70	7 221,11 8,16 4 169,01 40 000,00	6 465,83 (198,49) 1 659,31 40 000,00
<b>4 - Produits financiers</b>	<b>3 471,63</b>	<b>51 398,28</b>	<b>47 926,65</b>
Opérations de gestion Cessions d'éléments d'actif * Quote-part des subv d'invest virées au résultat * Autres produits exceptionnels * Reprises sur provisions Transferts de charges	70 342,17 106 765,00 298 611,93 225 303,00	93 211,68 85 000,00 229 226,13 223 513,55	22 869,51 (21 765,00) (69 385,80) (1 789,45)
<b>5 - Produits exceptionnels</b>	<b>701 022,10</b>	<b>630 951,36</b>	<b>(70 070,74)</b>
<b>Total des produits (1+2+3+4+5)</b>	<b>14 621 545,22</b>	<b>13 659 694,71</b>	<b>(961 850,51)</b>
<b>6 - Perte</b>			
<b>Total général (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>14 621 545,22</b>	<b>13 659 694,71</b>	<b>(961 850,51)</b>

# ANNEXES :

---

## 1. Informations générales et description de l'activité :

La CCI Porte de Normandie est un Établissement public doté de la personnalité morale, contrôlé par l'Etat représenté par le Préfet, le Ministère de Tutelle (Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique constituée le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Ses actions se déploient, tous secteurs confondus sur trois plans :

- Conseil et accompagnement des entreprises
- Formation
- Aménagement de l'espace économique.

Son rôle est le suivant :

- Etablissement Public, dont le statut a été donné par la loi du 9 avril 1848, représentant les intérêts généraux de l'économie de sa circonscription et émettant des avis, sur toutes les matières de sa compétence.
- Corps intermédiaire entre les Pouvoirs Publics, tels que l'Etat, la Région, le Département, les Collectivités locales... et les entreprises commerciales, industrielles, de services, pour promouvoir l'essor économique et social, et représenter les intérêts de ses ressortissants.
- Partenaire des entreprises (création, développement, transmission) avec le concours des conseillers des différents départements Commerce-Tourisme, Industrie-Services, Etudes-Aménagement, Formalités, Information des Entreprises et Formation.

## 2. Faits marquants 2021 :

- Mise en application de la réforme de l'apprentissage au 1er janvier 2020 impliquant la fin de la collecte de la Taxe d'apprentissage et l'arrêt des subventions par la Région Normandie au profit d'un financement par les opérateurs de compétences (OPCO).
- Signature d'une convention de prêt pour 600 K€ avec la SCI Evreux Pôle Entrepreneurial pour la construction d'un bâtiment à usage locatif.
- Signature d'une convention de prêt pour 100 K€ avec la SCI Alençon Pôle Entrepreneurial pour l'acquisition d'un bâtiment à usage locatif.
- Acquisition d'un terrain à BERNAY pour 200 K€
- Remboursement anticipé intégral de l'emprunt du CIC concernant l'ESCCI pour un montant de 242 K€ et un cout de 13 K€
- Vente de l'aérodrome de Mortagne-au-Perche pour 85 K€
- Diminution des Immobilisations financières, suite à la liquidation de COSMETOLAB et KIOSK TO INVEST.
- Souscription de deux CAT, d'une valeur de 1 million d'euro chacun, soit 2 millions de placements en CAT.

### 3. Evènements postérieurs à la clôture :

Néant

## **4. Règles et méthodes comptables :**

### **4.1. Base de préparation des états financiers :**

Les comptes sociaux de la CCI Porte de Normandie sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Toutes les données sont en euros

### **4.2. Les Immobilisations :**

Les terrains et constructions comprennent pour l'essentiel des bâtiments de bureaux.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat net de TVA récupérable, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés . Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

En application de l'approche par composants, la CCI utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

### *Amortissements :*

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes.

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

### Cas général :

<b>Libellés</b>	<b>Années</b>
- Logiciels	1 à 3 ans
- Agencements et aménagements de terrains	5 ans
- Structure (gros œuvre)	40 ans
- Électricité	20 ans
- Plomberie/Sanitaire	20 ans
- Chauffage	20 ans
- Climatisation et ventilation	20 ans
- Menuiseries intérieures	20 ans
- Ascenseurs	15 ans
- Revêtement de façade	10 ans
- Menuiseries extérieures	10 ans
- Étanchéité	10 ans
- Agencement intérieur et décoration	10 ans
- Protection et sécurité	10 ans
- Matériel de bureau	5 ans
- Matériel informatique	4 ans
- Matériel pédagogique	3 ans
- Mobilier	10 ans

Immobilisation Hôtel Consulaire route de Paris :

Il a été appliqué l'approche par composants pour le nouvel Hôtel Consulaire route de Paris. Les différents composants et les durées d'amortissement sont les suivants :

Libellés	Années
- Agencements et aménagements de terrains	45 ans
- Voirie	25 ans
- Gros œuvre	60 ans
- Électricité	20 ans
- Plomberie/Sanitaire	25 ans
- Chauffage	20 ans
- Climatisation et ventilation	20 ans
- Menuiseries intérieures	30 ans
- Ascenseurs	25 ans
- Menuiseries extérieures	30 ans
- Etanchéité	30 ans
- Agencement intérieur	20 ans
- Revêtement de sol	30 ans

### 4.3. Les immobilisations financières

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable, ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...).

La CCIPN par décision de son Assemblée Générale du 28 novembre 2018 a décidé l'attribution d'un prêt de 100 000 € à l'AIFCC remboursable à compter de l'année 2021.

La CCIPN par décision de son Bureau du 10 septembre 2019 a autorisé :

- l'apport en numéraire de 999 000 € (999 parts x 1 €) au capital social de la SCI Evreux Pôle Entrepreneurial
- l'apport en numéraire de 299 500 € (599 parts x 500 €) au capital social de la SCI Alençon Pôle Entrepreneurial
- l'apport en compte-courant de 400 000 € à la SCI Evreux Pôle Entrepreneurial
- l'apport en compte courant de 330 000 € à la SCI Alençon Pôle Entrepreneurial

#### *Dépréciation*

À toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation, cotées ou non, sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, cours moyens de bourse du dernier mois, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

### 4.4. Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement.

Comme le prévoit la procédure des clients douteux, l'ensemble des créances échues à plus de 1 an, font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% au 31/12/2021. Cette procédure est accompagnée, d'un process interne de 3 relances clients, et d'un travail collaboratif avec un cabinet de recouvrement.



#### 4.5.Valeurs mobilières de placement (VMP)

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition (converties en euros au cours du jour pour les VMP en devises). Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés (convertis au cours de clôture pour les VMP en devises).

#### 4.6.Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

#### 4.7.Engagements en matière de provision sociales

##### Indemnités pour départ à la retraite

Une provision pour indemnité de départ à la retraite a été constituée depuis l'exercice 2001.

Le total de la provision comptabilisée s'élève à 578 173 € à fin 2021.

##### Allocation d'ancienneté

En application des recommandations financières de la CCI de Région après l'adoption en décembre 2012 du nouveau statut du personnel, la provision pour allocation d'ancienneté s'élève à 228 976 € à fin 2021.

Ces deux engagements sociaux sont repris en provision pour charges envers la CCI de Région.

##### Compte épargne temps

La négociation sur les 35 heures a permis, pour les agents intéressés, d'ouvrir un compte épargne temps.

Une valorisation est portée dans les comptes de l'exercice pour les droits ouverts par certains collaborateurs.

Ces droits s'élèvent à 290 810 € à fin 2021.

## 4.8.Dettes garanties par des suretés réelles

Le prêt de 5 M€ souscrit pour la construction du nouvel Hôtel Consulaire, est garanti à 100%; le montant du capital restant dû au 31 décembre 2021 est de 2 510 879 €.

## 4.9.Provision concernant le risque chômage / CMAC

S'agissant des indemnités chômage, chaque CCI employeur (CCIR) devient son propre assureur à compter du 01/01/2019.

La base de calcul a été déterminée par la CMAC via l'actuaire SPAC. Les engagements au titre de ce risque sont comptabilisés en provision exceptionnelle en 687/151 au sein du réseau Normand.

Cette provision s'élève à 571 635 € à fin 2021.

## 5. Note sur les postes de bilan

### 5.1.Mouvements ayant affectés les immobilisations

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(En €)	31/12/2020	+ Augmentations	+/- transfert	- Diminutions	31/12/2021
Concessions, brevets et droits similaires	1 328 296,11	82 702,49		-37 601,64	1 373 396,96
Fonds commercial	30 863,44				30 863,44
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 359 159,55</b>	<b>82 702,49</b>	<b>0,00</b>	<b>-37 601,64</b>	<b>1 404 260,40</b>
Concessions, brevets et droits similaires	1 276 097,54	76 215,77			1 352 313,31
Fonds commercial	30 863,44				30 863,44
<b>Amortissements, provisions</b>	<b>1 306 960,98</b>	<b>76 215,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 383 176,75</b>
Concessions, brevets et droits similaires	52 198,57	6 486,72	0,00	-37 601,64	21 083,65
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Valeurs nettes</b>	<b>52 198,57</b>	<b>6 486,72</b>	<b>0,00</b>	<b>-37 601,64</b>	<b>21 083,65</b>

**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

(En €)	31/12/2020	+ Augmentations	+/- transfert	- Diminutions	31/12/2021
Terrains	3 546 340,47	374 925,56	0,00	-233 234,18	3 688 031,85
Constructions	17 317 648,56	1 523 295,20	0,00	-1 953 206,94	16 887 736,82
Installations techniques, matériel et outillage indu	1 444 647,90	0,00	0,00	0,00	1 444 647,90
Autres immobilisations corporelles	3 195 069,84	225 780,20	0,00	-47 637,18	3 373 212,86
Immobilisations en cours	2 640,00	946,33	0,00	-946,33	2 640,00
<b>Valeurs brutes</b>	<b>25 506 346,77</b>	<b>2 124 947,29</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 235 024,63</b>	<b>25 396 269,43</b>
Terrains	579 823,64	65 747,07	0,00	-6 187,76	639 382,95
Constructions	8 922 201,03	516 805,61	0,00	-460 691,30	8 978 315,34
Installations techniques, matériel et outillage indu	1 251 069,81	75 046,46	0,00	0,00	1 326 116,27
Autres immobilisations corporelles	2 840 584,42	154 245,62	0,00	0,00	2 994 830,04
<b>Amortissements, provisions</b>	<b>13 593 678,90</b>	<b>811 844,76</b>	<b>0,00</b>	<b>-466 879,06</b>	<b>13 938 644,60</b>
Terrains	2 966 516,83	309 178,49	0,00	-227 046,42	3 048 648,90
Constructions	8 395 447,53	1 006 489,59	0,00	-1 492 515,64	7 909 421,48
Installations techniques, matériel et outillage indu	193 578,09	-75 046,46	0,00	0,00	118 531,63
Autres immobilisations corporelles	354 485,42	71 534,58	0,00	-47 637,18	378 382,82
Immobilisations en cours	2 640,00	946,33	0,00	-946,33	2 640,00
<b>Valeurs nettes</b>	<b>11 912 667,87</b>	<b>1 313 102,53</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 768 145,57</b>	<b>11 457 624,83</b>

**IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**

	31/12/2020	+ Augmentations	+/- transfert	- Diminutions	31/12/2021
Autres titres immobilisés	1 590 851,91	89 200,00	0,00	-209 000,00	1 471 051,91
Prêts	1 942 447,73	700 000,00	0,00	-18 445,72	2 624 002,01
Autres immobilisations financières	1 687,11	0,00	0,00	0,00	1 687,11
<b>Valeurs brutes</b>	<b>3 534 986,75</b>	<b>789 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-227 445,72</b>	<b>4 096 741,03</b>
Autres titres immobilisés	148 282,94	1 413,58	0,00	-127 327,27	22 369,25
<b>Amortissements, provisions</b>	<b>148 282,94</b>	<b>1 413,58</b>	<b>0,00</b>	<b>-127 327,27</b>	<b>22 369,25</b>
Autres titres immobilisés	1 442 568,97	87 786,42	0,00	-81 672,73	1 448 682,66
Prêts	1 942 447,73	700 000,00	0,00	-18 445,72	2 624 002,01
Autres immobilisations financières	1 687,11	0,00	0,00	0,00	1 687,11
<b>Valeurs nettes</b>	<b>3 386 703,81</b>	<b>787 786,42</b>	<b>0,00</b>	<b>-100 118,45</b>	<b>4 074 371,78</b>

## 5.2.Créances et Dettes

### 5.2.1. Ventilation des créances

<b>CLIENTS</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Créances clients	1 966 488,19	1 432 110,63	534 377,56	37,31%
Effets à recevoir	0,00	0,00	0,00	
Clients douteux	191 444,98	167 577,86	23 867,12	14,24%
FAE	1 339 447,78	1 694 290,61	-354 842,83	-20,94%
<b>Créances Brutes</b>	<b>3 497 380,95</b>	<b>3 293 979,10</b>	<b>203 401,85</b>	<b>6,17%</b>
Dépréciations sur clients douteux	-177 028,16	-155 668,79	-21 359,37	13,72%
<b>Créances nettes</b>	<b>3 320 352,79</b>	<b>3 138 310,31</b>	<b>182 042,48</b>	<b>5,80%</b>

<b>AUTRES CRÉANCES</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
<b>Fournisseurs débiteurs</b>	<b>3 811 442,71</b>	<b>190 594,98</b>	<b>3 620 847,73</b>	<b>1899,76%</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	44,25	-44,25	-100,00%
Autres fournisseurs débiteurs	3 811 442,71	190 550,73	3 620 891,98	1900,22%
<b>Créances sociales</b>	<b>500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500,00</b>	
Créances envers le personnel	500,00	0,00	500,00	
<b>Créances fiscales</b>	<b>79 194,87</b>	<b>21 842,97</b>	<b>57 351,90</b>	<b>262,56%</b>
Subventions à recevoir	14 738,02	0,00	14 738,02	
TVA	64 456,85	21 842,97	42 613,88	195,09%
<b>Comptes courants débiteurs</b>	<b>554 749,17</b>	<b>634 749,17</b>	<b>-80 000,00</b>	<b>-12,60%</b>
<b>Débiteurs divers</b>	<b>269 172,56</b>	<b>452 128,56</b>	<b>-182 956,00</b>	<b>-40,47%</b>
<b>Dépréciations des autres créances</b>	<b>-626 384,07</b>	<b>-626 384,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
Autres dépréciations	-626 384,07	-626 384,07	0,00	0,00%
<b>Total autres créances</b>	<b>4 088 675,24</b>	<b>672 931,61</b>	<b>3 415 743,63</b>	<b>507,59%</b>

<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>11 382,68</b>	<b>32 770,24</b>	<b>-21 387,56</b>	<b>-65%</b>

## 5.3.Trésorerie

<b>TRÉSORERIE</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Valeurs mobilières de placement	2 002 615,28	0,00	2 002 615,28	
Bons du trésor et bons de caisse à court terme	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	
Autres VMP	2 615,28	0,00	2 615,28	
Banques, établissements financiers et assimilés	918 317,02	2 963 111,97	-2 044 794,95	-69,01%
Caisse et autres instruments de trésorerie	3 733,48	1 875,66	1 857,82	99,05%
<b>Trésorerie active</b>	<b>2 924 665,78</b>	<b>2 964 987,63</b>	<b>-40 321,85</b>	<b>-1,36%</b>
<b>Trésorerie Nette</b>	<b>2 924 665,78</b>	<b>2 964 987,63</b>	<b>-40 321,85</b>	<b>-1,36%</b>

### 5.3.1. Ventilation des dettes et provisions

<b>PROVISIONS RISQUES &amp; CHARGES</b>				
(En €)	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Risques	443 473,00	358 761,86	230 599,86	571 635,00
Autres risques	443 473,00	358 761,86	230 599,86	571 635,00
Autres charges	941 563,52	807 148,68	874 563,52	874 148,68
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 385 036,52</b>	<b>1 165 910,54</b>	<b>1 105 163,38</b>	<b>1 445 783,68</b>

<b>DETTES FINANCIÈRES</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Emprunts obligataires convertibles	0,00	1 950,54	-1 950,54	<b>-100,00%</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 516 130,93	3 096 257,56	-580 126,63	-18,74%
Dépôts et cautionnements reçus	37 633,10	17 490,30	20 142,80	115,17%
Autres emprunts et dettes assimilés	108 956,27	108 956,27	0,00	0,00%
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>2 662 720,30</b>	<b>3 224 654,67</b>	<b>-561 934,37</b>	<b>-17,43%</b>

<b>FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Fournisseurs	3 784 388,44	539 734,90	3 244 653,54	601,16%
Fournisseur d'immobilisations	215 127,77	288 409,22	-73 281,45	-25,41%
Factures non parvenues	1 084 839,19	682 463,73	402 375,46	58,96%
<b>Total dettes fournisseurs</b>	<b>5 084 355,40</b>	<b>1 510 607,85</b>	<b>3 573 747,55</b>	<b>236,58%</b>

<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Dettes sur le personnel et comptes rattachés	2 743,77	4 294,98	-1 551,21	-36,12%
Dettes état et autres collectivités publiques	45 052,10	39 107,64	5 944,46	15,20%
Impôt sur les bénéfices	2 861,25	16 234,65	-13 373,40	-82,38%
Taxes sur le CA (TVA & autres)	36 865,37	15 895,99	20 969,38	131,92%
Charges à payer	5 325,48	6 977,00	-1 651,52	-23,67%
<b>Total dettes fiscales et sociales</b>	<b>47 795,87</b>	<b>43 402,62</b>	<b>4 393,25</b>	<b>10,12%</b>

<b>AUTRES DETTES</b>				
(En €)	31/12/2021	31/12/2020	Var°	Var° (%)
Clients créditeurs	37 442,50	42 250,02	-4 807,52	-11,38%
Avances et acomptes reçus sur commandes	10 437,08	31 751,69	-21 314,61	-67,13%
Autres clients créditeurs	27 005,42	10 498,33	16 507,09	157,24%
Débiteurs divers	926 229,07	926 169,80	59,27	0,01%
<b>Total autres dettes</b>	<b>963 671,57</b>	<b>968 419,82</b>	<b>-4 748,25</b>	<b>-0,49%</b>

## 5.4. Tableau de variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES						
(En €)	31/12/2020	Affectation du résultat	Dividendes versés	Autres	Résultat de la période	31/12/2021
Apports	2 490 261,09					2 490 261,09
Report à nouveau	7 698 070,17	2 628 419,71				10 326 489,88
Résultat	2 628 419,71	-2 628 419,71			935 952,72	935 952,72
Subventions d'investissement	2 161 728,10			-229 226,13		1 932 501,97
<b>Capitaux propres</b>	<b>14 978 479,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-229 226,13</b>	<b>935 952,72</b>	<b>15 685 205,66</b>

La ligne APPORTS est composée des comptes 102800 et 102890 « Ecart d'ouverture 1<sup>er</sup> bilan ». Ces comptes, qui ont permis l'équilibre lors de la constitution des bilans d'ouverture des ex CCI au 1<sup>er</sup> janvier 1992, seraient équivalents au report à nouveau, si la CCI avait toujours tenu une comptabilité patrimoniale.